

Coup de rabot sur le financement de la solidarité internationale : un arbitrage inacceptable et incompréhensible !

Paris, le mardi 11 juillet 2017– **Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics vient d'annoncer son plan pour dégager 4,5 milliards d'euros d'économie d'ici la fin de l'année. Coordination SUD et ses ONG membres sont consternées et vent debout face au projet annoncé de réduire à peu de chagrin le budget de l'aide publique au développement.**

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, a communiqué ce matin la première version de son plan pour réduire le déficit public. 282 millions d'euros d'économie sont prévus pour le ministère des Affaires étrangères dont plus de la moitié à l'aide publique au développement.

Pour Philippe Jahshan, président de Coordination SUD, ce projet du gouvernement est tout bonnement inadmissible « *Après avoir saboté la taxe sur les transactions financières, c'est au tour du budget de la solidarité internationale. En moins d'une semaine Emmanuel Macron revient sur ses engagements et sacrifie deux leviers essentiels de son financement. C'est inacceptable, comment dans ces conditions porter crédit aux annonces offensives du président sur le climat. Trop c'est trop !* ».

« *Si cette nouvelle coupe budgétaire devait être confirmée, le budget de l'aide publique au développement atteindrait un niveau historiquement bas, ce dès le début du quinquennat d'Emmanuel Macron. Alors qu'il s'était pourtant engagé à allouer 0,7 % du revenu national brut à l'APD d'ici 2025, cette coupe drastique aura des conséquences dramatiques sur des millions de vies humaines* », dénonce Claire Fehrenbach, administratrice de Coordination SUD et directrice générale d'Oxfam France.

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui 165 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.